



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) Commun aux lots

Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCI)
Établissement public administratif
Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions
1 rue Françoise Sagan – CS 60186 – 44802 Saint-Herblain Cedex
SIRET : 18440128900386 - <http://www.nantesstnazaire.cci.fr>

**Marché pour la fourniture et pose de luminaires à la Maison de
l'Entrepreneuriat et des Transitions de la Chambre de Commerce et
d'Industrie Nantes St-Nazaire à St-Herblain**

N° marché : 2025 RTPF 4071

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	5
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	5
5.2	Revue d'exécution du marché	5
ARTICLE 6	BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 7	CLAUDE D'INTERPRÉTARIAT	6
ARTICLE 8	RÉMUNÉRATION	7
8.1	Contenu des prix.....	7
8.2	Mois d'établissement des prix.....	7
8.3	Nature du prix.....	7
8.4	Application de la valeur à taxe ajoutée	7
ARTICLE 9	MODIFICATION DE MARCHÉ	8
ARTICLE 10	PÉNALITÉS.....	8
ARTICLE 11	OBLIGATION DE DISCRÉTION	9
ARTICLE 12	ASSURANCES.....	9
ARTICLE 13	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	9
13.1	Paiement.....	9
13.2	Echéance.....	10
13.3	Avance forfaitaire	10
13.4	Modalités de transmission de la facturation	10
13.5	Modalités de paiement :.....	10
ARTICLE 14	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	10
14.1	Mise en Œuvre.....	10
14.2	Cession.....	11
14.3	Sous-traitance	11
ARTICLE 15	LIVRAISON.....	11
ARTICLE 16	GARANTIE ET BON FOCNTIONNEMENT	11
16.1	Objet	11
16.2	Engagement du titulaire du lot 1	11
16.3	Engagement du titulaire du lot 2.....	12
16.4	Responsabilité croisée	12
16.5	Coordination	12
ARTICLE 17	DISPOSITIONS RELATIVES À LA POSE	12

ARTICLE 18	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	12
ARTICLE 19	CLAUSE ANTI-CORRUPTION	15
ARTICLE 20	DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	15

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

L'objet du marché est la fourniture (lot 1) et pose (lot 2) de luminaires pour le compte de la :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCI)**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44802 Saint-Herblain,

Pour le site de pose suivant :

- **Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44802 Saint-Herblain.

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure formalisée suivant les dispositions des articles L.2124-1, R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

ET

Accord Cadre suivant les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 du CCP.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 300 k€ HT.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date estimative de début de marché : septembre 2025 ou date de réception de notification du marché.

Date de fin maximum du marché : fin de l'installation (paramétrée et réceptionnée) fin janvier 2026 maximum avec une période d'installation maximum de 6 semaines à compter de la livraison des luminaires.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- La décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF),

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE
- Offre technique et financière du titulaire.

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses clients. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordonnateur CCI.

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec les titulaires du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur et des entités. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue d'exécution du marché

Dès la réception de la notification du marché, le titulaire de chaque lot tiendra une réunion de lancement du marché avec la CCI et à la CCI à St-Herblain.

Par ailleurs, afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence mensuelle une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire de chaque lot, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCI)

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 6 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum avec un maximum de 300 k€ HT passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché sera lancé par l'émission d'un bon de commande (courriel), au vu de l'offre établie par le titulaire.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande seront adressés au titulaire, par courriel dont l'adresse sera indiquée dans le mémoire technique.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations, fournitures commandées,
- le lieu de livraison,
- les références tarifaires de la DPGF,
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7 CLAUSE D'INTERPRÉTARIAT

Conformément au point 99 du préambule de la directive européenne 2014/24/UE, la CCI s'assure de la mise en œuvre des mesures visant à protéger la santé du personnel participant à l'exécution d'un marché public de travaux.

La présente clause impose aux titulaires de comprendre et maîtriser la langue dans laquelle sont rédigées les informations disponibles aux visiteurs et travailleurs, les informations des droits sociaux dont ils disposent, ainsi que des règles de sécurité à respecter sur le lieu du marché de travaux.

A cet effet, dans la mesure où les travailleurs présents sur le chantier ne sont pas en mesure de comprendre les règles et devoirs imposés, un interprète qualifié devra être mandaté aux frais du

titulaire du marché, afin de traduire les consignes et que la sécurité de tous les acteurs soit garantie avec efficacité.

Le titulaire devant recourir à un interprète, s'engage à rembourser en intégralité les frais que la CCI avancera s'il fait appel lui-même à un interprète pour pallier l'absence d'initiative du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à accepter les contrôles, prévus ou non par la CCI ou l'autorité déléguée à cet effet pour s'assurer de la bonne exécution de ladite clause, ainsi que les contrôles des institutions dédiées telle que l'inspection du travail.

ARTICLE 8 RÉMUNÉRATION

8.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, le port, la dépose, la pose les frais généraux, frais d'assurance, frais de livraison et de déplacements, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

Dans le cas, de la mise en place d'un logiciel spécifique au luminaire installé, le cout d'installation, d'abonnement ou d'achat, mises à jour sera compris dans le prix du luminaire installé.

8.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

8.3 Nature du prix

Les prix sont fermes.

8.4 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 9 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Par application des dispositions de l'article Article R2122-7 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement des marchés négociés sans publicité préalable ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants des montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

ARTICLE 10 PÉNALITÉS

Il n'est pas prévu de montant minimum et maximum de montant de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants.

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

Non-respect du délai de livraison ou d'exécution :

En cas de retard sur le délai de livraison ou du délai d'exécution, il sera appliqué des pénalités au titulaire d'un montant de 100 € par jour de retard.

Absence de remise de fiches techniques, de certificat de conformité, de notices :

En cas d'absence de remise de ces pièces, il sera appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 100 € par document manquant.

Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 1 000 €.

ARTICLE 11 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 12 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 13 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

13.1 Paiement

Les factures seront adressées à la Direction Financière de la CCI Nantes St-Nazaire, portant outre les mentions légales, le numéro du marché : sinon retour fournisseur.

13.2 Echéance

Le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours maximum fin de mois date de la réception de la facturation, paiement le 15 ou le 25 de chaque mois.

13.3 Avance forfaitaire

La CCI prévoit une avance forfaitaire de 30% du montant du lot « fourniture » ou de la partie « fourniture » de la variante, conformément à l'article R2191-7 du CCP.

La CCI conditionne le versement de l'avance à la constitution d'une garantie à première demande, qui portera sur le montant total de l'avance.

13.4 Modalités de transmission de la facturation

Les titulaires déposeront leurs factures sur le portail **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

- Le numéro de SIRET : 130 008 105 00186
- Le numéro de marché : 2025 RTPF 4071

13.5 Modalités de paiement :

- **Lot 1 fourniture :**
 - 30% : avance forfaitaire
 - 40% à la livraison
 - 30% à la fin de la pose
- **Lot 2 pose :**
 - Pas d'avance forfaitaire
 - Situation mensuelle suivant l'état d'avancement de la pose.

ARTICLE 14 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,

- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir, en cas d'indisponibilité, le remplacement des intervenants pressentis pour l'exécution du présent marché par une personne ayant un profil, une qualification et une expérience similaires.

14.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le titulaire à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

14.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 15 LIVRAISON

Tous les luminaires devront être livrés en une seule fois à l'adresse indiquée l'article 1 du présent CCAP.

ARTICLE 16 GARANTIE ET BON FONCTIONNEMENT

16.1 Objet

Le titulaire du lot 1 (fourniture de luminaires) garantit que les équipements livrés sont conformes aux spécifications techniques du marché et compatibles avec les conditions de pose prévues au lot 2 (pose de luminaires).

16.2 Engagement du titulaire du lot 1

Le titulaire du lot 1 s'engage à :

- Fournir tous les documents techniques nécessaires à la pose (plans, schémas de câblage, notices).
- Assurer la disponibilité d'un interlocuteur technique pour répondre aux questions du titulaire du lot 2.

- Remplacer, à ses frais, tout matériel non conforme ou incompatible avec les conditions de pose.

16.3 Engagement du titulaire du lot 2

Le titulaire du lot 2 s'engage à :

- Vérifier la conformité des fournitures avant la pose.
- Informer immédiatement le titulaire du lot 1 et la CCI de toute anomalie constatée.
- Ne pas engager de travaux de pose en cas de doute sur la conformité des équipements.

16.4 Responsabilité croisée

En cas de dysfonctionnement imputable à une incompatibilité entre la fourniture et la pose, la responsabilité sera partagée selon la nature du défaut constaté, après expertise contradictoire.

16.5 Coordination

Les deux titulaires s'engagent à participer aux réunions de coordination organisées par la CCI et à collaborer activement pour assurer la bonne exécution du marché.

ARTICLE 17 DISPOSITIONS RELATIVES À LA POSE

Préambule : le lot n°1 porte exclusivement sur la fourniture, l'emballage, le transport et la livraison de luminaires conformes aux spécifications techniques du CCTP. Aucune prestation de pose ou d'installation n'est incluse.

Modalités de livraison : les luminaires seront livrés à l'adresse indiquée par la CCI, sans intervention sur site.

Le lot n°2 porte exclusivement sur la dépose, pose, le raccordement et la mise en service des luminaires fournis dans le cadre du lot 1. Le titulaire du présent lot agit en toute indépendance, avec ses propres moyens humains et matériels. Il organise librement l'exécution de sa mission, dans le respect des délais et des normes techniques du CCTP.

Absence de lien de subordination : la CCI ne donne aucun ordre direct aux salariés ou sous-traitants du titulaire du lot n°2. Le titulaire reste seul responsable de l'organisation de son personnel.

Responsabilité : le titulaire du lot n°2 est seul responsable des conditions de travail, de la sécurité de ses agents, et du respect du droit du travail.

Le titulaire du lot n°2 prévoir un interlocuteur unique pour les échanges avec la CCI.

ARTICLE 18 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

I. Propos préliminaires

Le Titulaire a conclu avec la CCI (« CCI ») le marché cité ci-dessus (« Marché »). Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et la CCI peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du

Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») concernant les signataires et les personnes en charge du suivi opérationnel du Marché.

A ce titre, le Titulaire et la CCI sont responsables de Traitements et s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées à la sécurité des Données à caractère personnel utilisées dans le cadre du suivi opérationnel du Marché ; et notamment prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces Données ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel.

II. Définitions

CCI des Pays de la Loire : ensemble des CCI de la Région des Pays de la Loire (CCI territoriales et CCI de région).

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

DPO : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Etat Membre : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

III. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers des CCI des Pays de la Loire et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « *le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat* ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié sur la plateforme appel d'offre de la CCI PLACE, en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Nantes St-Nazaire - DPO – Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions - 1 rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain en précisant les références du Marché.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) – www.cnil.fr.

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa charte.

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

ARTICLE 19 CLAUSE ANTI-CORRUPTION

La CCI est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les valeurs et principes d'intégrité de la CCI. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement la CCI de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

ARTICLE 20 DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Articles CCAP	Articles CCAG FCS
10	14.1 Pénalités
18	5.2 Protection des données à caractère personnel